

Avenant n° 2001-01 du 19 janvier 2001
relatif à la modification de la convention collective

NOR : ASET2351037M

IDCC : 2046

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FNCLCC,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FO ;

CFTC,

d'autre part,

il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Le présent avenant a pour objet la modification de certains articles de la convention collective nationale des centres de lutte contre le cancer du 1^{er} janvier 1999.

Article 1^{er} | Modification de l'article 2.4.2.3 « Bonification acquise de carrière »

L'article 2.4.2.3 de la convention collective nationale des CLCC du 1^{er} janvier 1999 est modifié comme suit :

« Chaque année le montant de la bonification individuelle de carrière (BIC) est redéfinie sur proposition du responsable hiérarchique.

Le montant de la BIC, acquis au 31 décembre de l'année précédente, est ajouté à la bonification acquise de carrière (BAC) déjà acquise. Ce montant, en francs, est acquis définitivement au salarié.

Un douzième de la BAC est versée mensuellement et apparaît distinctement sur le bulletin de paye. »

Article 2 | Modification de l'article 2.4.4.1 « Travail de nuit »

L'article 2.4.4.1 de la convention collective nationale des CLCC du 1^{er} janvier 1999 est modifié comme suit :

« Les dispositions qui suivent s'appliquent exclusivement aux membres du personnel affectés habituellement à un travail de nuit, ainsi qu'aux membres du personnel

appelés exceptionnellement à travailler la nuit, si les heures accomplies ne sont pas rémunérées comme heures supplémentaires.

Tout travail de nuit compris entre 22 heures et 6 heures, ouvre droit à une indemnité forfaitaire spéciale, au *pro rata temporis* du temps de travail effectué durant cette période, fixée en annexe 2 "Indemnités et prestations diverses".

Cette indemnité ne se cumule pas avec les indemnités et les rémunérations versées dans le cadre des astreintes. »

Article 3 | Modification de l'article 2.7.1.3 « Prise en charge du congé maladie »

L'article 2.4.4.1 de la convention collective nationale des CLCC du 1^{er} janvier 1999 est modifié comme suit :

« Après douze mois de travail effectif dans le centre, la prise en charge du congé maladie s'effectue selon les dispositions ci-après.

Si le congé de maladie donne lieu à attribution d'indemnités journalières par une caisse de sécurité sociale, le salarié a droit à une indemnisation par l'employeur à compter du premier jour d'absence, si celui-ci est consécutif à un accident de travail, une maladie professionnelle, une affection de longue durée ou une hospitalisation.

Si le congé est consécutif à une maladie, la prise en charge par l'employeur se fait à compter du 1^{er} jour lors du 1^{er} arrêt et 2^e arrêt, du 3^e jour lors du 3^e arrêt et du 4^e jour pour le 4^e arrêt et les suivants étant entendu que les délais courent en année glissante.

Durant les trois premiers mois d'indemnisation et jusqu'à concurrence de 90 jours par année (en année glissante), l'allocation versée par l'employeur en complément du régime général complète à concurrence de 95 % de son salaire brut mensuel et sans préjudice de la loi sur la mensualisation, les indemnités journalières versées par la sécurité sociale et d'autres régimes de prévoyance complémentaire souscrits par ailleurs.

Le salarié peut bénéficier d'une nouvelle période complète de congé indemnisé telle que définie ci-dessus à condition d'avoir repris son activité pendant une durée de 365 jours discontinus.

Dans le cas d'une indemnisation conjointe par la sécurité sociale et un ou des tiers responsables ou leur assurance, l'allocation complémentaire versée par l'employeur est calculée déduction faite de la totalité des indemnités versées au salarié à ces deux titres.

En cas de prolongation de son arrêt pour maladie ou accident au-delà de trois mois continus, ou trois mois discontinus (si la cause en est la même maladie), le salarié peut bénéficier du régime de prévoyance défini à l'article 2.7.3 du présent chapitre. »

Article 4 | Modification de l'article 4.2.4.7 « Détachement syndical »

L'article 4.2.4.7 de la convention collective nationale des CLCC du 1^{er} janvier 1999 est modifié comme suit :

« Les organisations syndicales ont la possibilité de détacher à temps plein ou à temps partiel un salarié à titre syndical. La demande doit être formulée trois mois à l'avance. La prise en charge financière est assurée par l'organisation syndicale.

Lorsqu'un salarié qui a été en détachement syndical à plein temps ou sur une amplitude égale ou supérieure à 50 % de son temps de travail, envisage de reprendre son activité professionnelle, il en avise le service de gestion des ressources humaines trois mois à l'avance.

Un entretien d'orientation de carrière peut avoir lieu à la demande du salarié avec le responsable des ressources humaines du centre. Cet entretien peut déboucher sur une formation nécessaire à la remise à niveau du salarié sur le poste qui lui sera attribué et/ou sur un bilan professionnel permettant une réorientation de carrière.

En aucun cas le salarié ne peut se voir affecté à un poste inférieur à celui qu'il tenait précédemment à son détachement. »

Article 5 | Modification de l'article 4.3.2.3 « Autorisation d'absence »

L'article 4.3.2.3 de la convention collective nationale des CLCC du 1^{er} janvier 1999 est modifié comme suit :

« À raison de cinq membres par organisation syndicale représentative, dont un praticien, les délégués régulièrement convoqués pour la commission nationale paritaire de négociation bénéficieront d'autorisation d'absence pour y participer. Cette absence n'entraîne pas de diminution de la rémunération du délégué.

Les frais de déplacement sont pris en charge par la FNCLCC en fonction de ses dispositions propres. »

Article 6 | Agrément

Le présent avenant sera soumis à agrément conformément à l'article 16 de la Loi du 30 juin 1975.

Article 7 | Date d'application

Le présent avenant entrera en application le premier jour du mois suivant réception de la lettre d'agrément du ministère de tutelle.

Article 8 | Adhésion

La signature de cet avenant entraîne l'adhésion à l'ensemble du texte conventionnel signé le 29 juin 1998.

Fait à Paris, le 19 janvier 2001.

(Suivent les signatures.)